

"La guerre froide continue" dans Corriere della Sera (28 mars 1950)

Légende: Le 28 mars 1950, le quotidien italien Corriere della Sera commente les tensions entre les États-Unis et l'URSS dans le cadre de la guerre froide, tout en s'inquiétant de la politique d'expansion soviétique.

Source: Corriere della Sera. 28.03.1950, n° 74; anno 75. Milano: Corriere della Sera. "La guerra fredda continua", auteur:Guerriero, Augusto , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_guerre_froide_continue_dans_corriere_della_sera_28_mars_1950-fr-4ca15300-9885-4ca1-bcd8-9b93e8153f6e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La guerre froide continue

Il y a quelques jours, le secrétaire d'État Acheson, à l'occasion d'un long discours, a défini avec une certaine clarté la politique américaine face à la Russie. Il a mis la Russie au défi de démontrer, faits à l'appui, son engagement pour la paix. À cet effet, il a proposé un programme en sept points. Si la Russie devait l'accepter, s'en serait fini de la guerre froide qui laisserait la place à une «coexistence» pacifique entre les pays de l'Ouest et le monde soviétique ou soviétisé.

La Russie ne l'acceptera pas, et la guerre froide continuera de plus belle. Cela est plus que probable, et M. Acheson, tout en proposant son programme ne se faisait aucune illusion quant au fait que la Russie puisse l'accepter. Il s'agit pourtant d'une proposition des plus raisonnables, et toute puissance qui ne poursuit pas une politique d'expansion n'hésiterait pas à l'accepter. Mais la Russie poursuit depuis plusieurs années une politique d'expansion, ou si on la désigne autrement, une politique de révolution mondiale. Il n'est pas possible, ni même pensable, que les Soviétiques y renoncent sur simple invitation du secrétaire d'État américain. Le même M. Acheson avait dit quelques jours auparavant – reprenant, peut-être sans le savoir, une phrase de Lord Palmerston d'il y a un siècle – que les Russes ne comprennent qu'un seul langage: celui de la force. Un discours n'est pas une démonstration de force.

Il s'agissait donc d'un discours plutôt tourné vers les opinions publiques américaine et internationale plutôt que de propos adressés à la direction soviétique. L'administration américaine doit démontrer à son peuple qu'elle ne laisse rien au hasard pour mettre un terme à la tension internationale qui règne pour le moment, et que si malgré ses efforts, cette tension devait persister, voire s'aggraver, la faute ne lui en incomberait pas mais serait à imputer aux Soviétiques. Le peuple américain, une fois totalement convaincu de cela, acceptera plus volontiers le fardeau et les sacrifices que la guerre froide comporte, de même qu'il soutiendra avec plus d'enthousiasme la politique de ses dirigeants. Le secrétaire d'État devait démontrer deux choses: qu'il voulait la paix, et qu'il n'est pas un *appeaser*, à savoir que cela ne se ferait pas à n'importe quel prix. Il se retrouve attaqué sur deux fronts. D'une part, il y a aux États-Unis des gens qui pensent qu'il suffirait d'avoir une ou plusieurs conversations en face à face avec les Russes pour venir à bout des difficultés présentes et pour en revenir à un esprit de paix. Le président Truman lui-même s'est laissé aller à une opinion aussi ingénue et superficielle, si bien qu'un beau jour il pensa envoyer à Moscou le juge Vinson. Il a récemment déclaré qu'il n'avait pas du tout abandonné cette idée. D'où la critique: pourquoi ne pas tenter le coup? D'autre part, il y a ceux qui l'accusent de vouloir collaborer avec la Russie: et ce reproche s'apparente aux attaques qui lui ont été lancées à cause de son amitié avec Alger Hiss et du commentaire – sans aucun doute inopportun et maladroit – qu'il a eu suite au verdict reconnaissant son ami coupable de parjure et de trahison envers son pays. Le discours, ou mieux encore, les deux discours ont en grande partie atteint ces deux buts, du moins aux yeux de cette frange de l'opinion publique américaine qui est de bonne foi. Aux uns, M. Acheson a démontré qu'il était inutile de proposer au gouvernement soviétique des conversations entre quatre yeux, étant donné que Moscou refuse de discuter d'un programme qui signifierait l'arrêt de sa politique d'expansion. Ou plutôt les dirigeants

soviétiques ont l'intention de poursuivre cette politique. Aux autres critiques, il a démontré, simultanément, qu'il ne ferait pas la paix – une paix authentique – si la Russie ne renonçait pas à sa politique d'expansion.

À l'opinion publique internationale, M. Acheson se devait de démontrer que l'Amérique entend exercer le rôle de leader du monde libre, une tâche qu'elle est d'ailleurs en mesure de remplir, et que lui imposent ou, comme se plaisent à le dire les romantiques, à laquelle la destinent tant sa puissance et sa richesse que son histoire. À ce moment là, Walter Lippmann l'a critiqué: «Ce que nous voyons, c'est que M. Acheson ne propose rien de nouveau que ce soit aux Russes, au peuple américain ou à nos alliés. La situation diplomatique est donc gelée à Washington, alors que la situation va en se détériorant en Europe et en Asie. Pour le moment, le département d'État a mis de côté les idées fortes qui permettraient l'espoir et qui créeraient la confiance... Comme conséquence au gel observé à Washington, le *leadership* qui était le nôtre, en vertu de nos idées et de notre puissance, se détériore rapidement.» Les propos de M. Acheson sont donc une tentative évidente de sortir la politique américaine de l'impasse et de lui faire réendosser le *leadership*. Cette situation de leader redonnerait au peuple américain et aux nations alliées confiance en la politique américaine.

Il ne s'agit toutefois que de la première étape de la mise en œuvre du concept de «diplomatie totale» qu'avait évoqué ce même M. Acheson. La seconde devrait être le lancement ou l'annonce d'un programme visant à renforcer le monde non soviétique. En d'autres termes, jusqu'à présent, le secrétaire d'État n'a fait que mettre en demeure la direction soviétique; dans un deuxième temps il doit passer à l'action ou, plus exactement, il doit annoncer la politique qu'il entend mener pour arrêter l'expansion soviétique.

Il s'agira de l'étape la plus difficile. Jusqu'à présent, la politique américaine, qui a su faire preuve de grandes initiatives, a obtenu comme seul résultat de ralentir l'avancée soviétique, mais elle ne l'a pas arrêtée. La doctrine Truman, le plan Marshall, le Pacte atlantique, le programme d'assistance militaire, les aides aux dépenses militaires et tout le reste permettent de soutenir le monde non soviétique, mais pas de le consolider définitivement; tout cela permet de contrebalancer ou de neutraliser les forces d'érosion et de destruction, mais pas de les éliminer. (D'ailleurs, les démocraties ne pourraient les éliminer totalement qu'à la condition de se transformer en régimes totalitaires plus ou moins déguisés).

Si ce que le secrétaire d'État a dit est vrai, et que donc les Soviétiques sont sensibles à un seul argument, celui de la force, dans un avenir proche, la politique américaine devra prendre une initiative par laquelle elle démontrera aux Soviétiques et au monde que la supériorité de la force est toujours de son côté et, ce qui est encore plus important, qu'elle est résolue à recourir à cette force à chaque fois que cela sera nécessaire. Il sera plus difficile pour M. Acheson de démontrer le premier élément de cette assertion que cela ne l'a été pour ses prédécesseurs, parce qu'en un an se sont produits deux événements qui ont nettement réajusté – sans toutefois le renverser – «l'équilibre de la force»: la fin du monopole américain en matière de technologie nucléaire et le passage de la Chine au

communisme. Le second élément de l’assertion se révélera difficile sinon impossible pour M. Acheson, comme cela fut aussi le cas pour ses prédécesseurs, parce que le peuple américain ne veut pas faire la guerre, et s’il la refuse, le président ne pourra pas la faire. C’est pour cela que les Soviétiques considèrent les avertissements, les mises en garde et les menaces du département d’État comme du pur bluff, et qu’ils n’y accordent aucune importance. Les démocraties ne réagissent aux violations que lorsqu’elles se trouvent au pied du mur, il est alors parfois trop tard. L’expansion de la puissance soviétique ne s’arrêtera que dans une période située entre la situation à laquelle nous sommes arrivés et celle dans laquelle le peuple américain se sentira acculé au pied du mur.

Augusto Guerriero